

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 18/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GEOSEL MANOSQUE**

2 rue des Martinets  
CS 70030  
92500 Reuil-Malmaison

Référence UD13 : JC/JPP-D-2025-0087  
Référence SPR : SPR/2025/0320  
Code AIOT : 0006412948

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite est composée de deux sections :

- une première partie portant sur les PFAS dans les émulseurs nécessaires à la confection des mousses anti-incendie dans le cadre d'une Action Nationale, les sites cibles de cette action ayant été identifiés au niveau ministériel. Cette action est en partie pédagogique la réglementation devant évoluer au cours de l'année 2025,
- une seconde partie portant sur les mesures de maîtrise des risques (MMR) réalisée au titre du plan pluriannuel de contrôle et s'attachant essentiellement au suivi, à la maintenance et au contrôle de ces équipements de sécurité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEOSSEL MANOSQUE
- Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006412948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GEOSSEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL.

C'est une station relais du pipeline GEOSSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphta, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Concernant la thématique émulseur, l'exploitant gère l'ensemble de ses sites de façon uniforme et avec un pilotage unique.

Aussi, la partie documentaire présentée par l'exploitant porte sur l'intégralité des sites (3 stations Sud et site de stockage à Manosque).

Il n'y a plus de stock d'ancien émulseur fluoré sur le site de La Mède, l'intégralité des volumes d'anciens émulseurs sont stockés (7 m<sup>3</sup>) en attente d'élimination sur le site de Manosque depuis 2024, l'exploitant n'ayant pu en évacuer que 4,5 m<sup>3</sup> faute de disponibilité d'exutoire. Les 2,5 m<sup>3</sup> restant font actuellement l'objet d'analyse afin d'en préciser la qualification en termes de déchets. L'exploitant a indiqué qu'il transmettra FDS et résultats une fois ces derniers connus. La visite réalisée par l'inspecteur en responsabilité sur le site de Manosque a permis de constater que la question de l'évacuation des émulseurs non conformes et mis au rebut est traitée rigoureusement. Ces émulseurs sont stockés conformément aux règles applicables, dans l'attente d'une filière d'élimination disponible.

Le présent rapport ne s'attachera qu'aux éléments relatifs à la Station de La Mède.

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur les points suivants :

- le mode opératoire du nettoyage effectué dans le cadre des substitutions d'émulseurs (à venir au cours du premier semestre pour Lavéra)
- la caractérisation détaillée du SPFM 33 post 2016 contenant du fluor (concentration < 25ppb selon le fournisseur) afin de s'assurer que son utilisation reste autorisée après juillet 2025 et donc en particulier :
  - concentration < 25ppb PFOA, et < 1000ppb pour les composés apparentés
  - concentration < 10000ppb PFOS,
  - concentration < 100ppb PFHxS,
  - < 25ppb pour le PFHxA et ses sels et < 1000 ppb pour les substances apparentées
  - absence de PFCA C9-C14.

Dans le cadre de la caractérisation détaillée, les PFAS à identifier/rechercher sont (à minima) les suivants :

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8

N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7
N-(3-(Dimethylamino)propyl)-3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluoro-octane-1-sulfonamide	6:2 FTSaAM	34455-22-6

L'inspection de l'environnement précise que l'utilisation d'émulseurs fluorés n'est pas interdite hormis pour ceux contenant des PFOS, PFHxS. Toutefois, seuls certains PFAS ont fait l'objet d'évaluation de leur impact sur l'homme ou l'environnement, avec un caractère très persistant reconnu de ces substances chimiques. Ce contexte conduira la DREAL PACA, en cas d'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS à demander la prise en compte de leur présence lors de la gestion des eaux d'extinction d'un éventuel incendie : ces eaux devront être confinées puis éliminées ou subir un traitement adéquat des PFAs avant rejet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
6	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
7	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
8	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 37.5	Sans objet
9	Liste des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Sans objet
10	Fiche de vie d'une MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Périodicité des contrôles et préconisations fournisseur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
12	Dimensionnement surveillance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
13	Mise en œuvre du programme entretien	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Sans objet
14	Formations intervenants	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la thématique émulseur, il est à noter que l'exploitant avait anticipé les évolutions réglementaires à venir et a initié depuis 2023 une démarche pro-active de remplacement progressif des produits au gré des dates de péremptions.

L'exploitant n'a pas fait état de difficulté matérielle (pas de remplacement en lien avec une viscosité ou une agressivité différente du nouveau produit) dans le cadre du changement d'émulseur. Cependant il a alerté l'Inspection sur les difficultés à faire éliminer les déchets liquides et ce alors qu'une enveloppe budgétaire dédiée était disponible.

Concernant la thématique MMR, les éléments présentés attestent de l'importance accordée, par l'exploitant, à la sécurité du site en exploitation ainsi que de la rigueur dont fait preuve ce dernier dans le suivi des équipements concourant à la maîtrise des risques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Interdiction du PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 :</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>Article 4 :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>[...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I :</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait état d'une absence de PFOS dans l'émulseur du site de La Mède. Il s'appuie pour cela sur les données du fournisseur ainsi que sur les FDS des produits</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Interdiction du PFHxS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 :</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>Article 4 :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...] b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait état d'une absence de PFHxS dans l'émulseur du site de La Mède. Il s'appuie pour cela sur les données du fournisseur ainsi que sur les FDS des produits</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Interdiction à venir du PFOA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 :</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites,</p>

sous réserve de l'article 4.

#### Article 4 :

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

[...]

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

#### Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

#### Constats :

L'exploitant indique être au fait de l'interdiction à venir et de son échéance en juillet 2025. Les documents de pilotage présentés lors de l'inspection indiquent que ces échéances sont effectivement prises en compte pour l'ensemble des sites.

Le site de La Mède a fait l'objet d'un remplacement d'émulseur début 2024 (lot mis en service N°382-24, fabriqué en janvier 2024) de manière anticipée à la date de péremption de l'ancien produit. L'Inspection a constaté l'absence d'émulseur fluoré sur le site.

La visite terrain a permis de constater que le produit présent sur site (FOAM MASTER 3F 33) était celui identifié dans le tableau présenté par l'exploitant.

Les contenants placés sur rétention au niveau de la lance monitor étaient porteurs des mentions de danger correspondantes à la fiche de données de sécurité.

A titre d'information, le coût de remplacement pris sur un autre site du groupe dans les Bouches-du-Rhône s'établit autour de 20 000 € pour 3,225 m<sup>3</sup> (achat et élimination).

La composition exacte du nouveau produit n'est pas connue par l'exploitant mais ce dernier ne s'est pas limité aux divers PFAS (en particulier PFOA et PFCA en C9-C14) interdits à partir de juillet 2025 mais a directement fait l'acquisition d'émulseur sans fluor.

Le fournisseur (eau et feu) atteste commercialement que le produit FOAM MASTER 3F 33 est sans fluor.



La Fiche de Donnée et Sécurité (FDS) fournie par l'exploitant préalablement à la visite ne permet pas à l'Inspection d'en avoir l'assurance. Cependant le référent régional produit chimique a pris attache du fournisseur qui a confirmé le caractère sans fluor et a proposé de transmettre les analyses afférentes ainsi que la FDS actualisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Notification des stocks de PFOA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas être au fait de l'obligation de notification à la DGPR des stocks d'émulseurs contenant du PFOA.

Cependant, l'exploitant a fait remonter des informations par l'Union des Stockistes suite au courrier de la DGPR du 8 janvier 2025.

Préalablement à la visite, l'exploitant avait transmis à l'Inspection un tableau récapitulatif de l'intégralité des stocks d'émulseurs par type et par localisation (4 sites y compris le site de La Mède). Ce tableau comportait également la présence des stocks en attente d'élimination sur le site de Manosque dont les volumes issus du site de La Mède ainsi que les échéances des prochaines opérations de remplacement et élimination.

Ce document est de nature à répondre aux attentes de l'administration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les

feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

**Constats :**

Le site de La Mède est d'ores et déjà en conformité avec cette disposition législative, le site étant équipé d'émulseur sans fluor conformément au constat du point de contrôle N°3.

L'exploitant est au fait de l'interdiction à venir qui est prise en compte de son plan de remplacement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

Le site de La Mède est d'ores et déjà en conformité avec cette disposition législative, le site étant équipé d'émulseur sans fluor conformément au constat du point de contrôle N°3.

L'exploitant est depuis 2023 dans une démarche de suppression des émulseurs contenant du fluor. Les remplacements se font par substitutions des réserves au gré des péremptions, les réseaux sont rincés au moment du remplacement dont les eaux ont été éliminées selon l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

**Constats :**

L'exploitant dispose des FDS des produits présent sur chacun des sites. Ces fiches sont disponibles numériquement et accessibles par le Chef de quart depuis Manosque. Elles sont également disponibles en version papier dans les stations selon l'exploitant.

L'exploitant les avait toutes transmises préalablement à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 37.5 (Évaluations de la sécurité chimique par

<p>l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en oeuvre et de recommander des mesures de réduction des risques)</p> <p>«5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; »</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations) : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la Station de La Mède, la visite terrain a permis de constater que la FDS de l'émulseur (FOAM MASTER 3F 33) était bien présente dans les locaux, que l'opérateur avait connaissance de la localisation et qu'il a su la présenter aisément et rapidement. La FDS présentée correspondait au produit présent sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Liste des MMR

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu EDD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6. Mesures de maîtrise des risques. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en oeuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. Conditions d'application définies au point 5 de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 : Lorsqu'il ne figure pas dans l'étude de dangers, l'exploitant établit le document prévu au 6) du point I de l'annexe 3 avant le 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection note qu'entre la dernière version de l'Étude De Dangers (EDD) et le tableau suivi des MMRI transmis préalablement à l'inspection l'ensemble des éléments attendus sont disponibles. La présentation des éléments peut toutefois être améliorée et synthétisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les détecteurs gaz et incendie sont suivis comme des MMRI. L'Inspection avait relevé dans les documents transmis préalablement à la visite la présence de ces équipements ainsi que le suivi associé (confirmé également par les constats effectués au titre du point de contrôle suivant). Ces derniers ne semblent pas valorisés dans l'EDD, pourtant l'exploitant indique que ces équipements alimentent en informations entrantes la même boucle sécurité que les pressions hautes et les niveaux très haut.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Fiche de vie d'une MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR – Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'état initial de l'équipement ;</li><li>- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li><li>- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li><li>- les interventions éventuellement menées.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a précisé que la responsabilité du suivi des MMR comme des MMRI est assurée par le service maintenance.</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche de vie des MMRI dans leur version actuelle du 19 septembre 2023 (révision F) de référence MAN-TEC-INST 009. Cette fiche synthétique reprend les éléments attendus et renvoie à une fiche spécifique qui formalise le suivi des opérations de contrôles. Cette fiche (MAN-TEC-FICH 014 révision B) est présentée en séance, la traçabilité de l'ensemble des opérations apparaît comme possible.</p> <p>La dernière campagne de contrôle en date du 26 août 2024 (OT124303) a été présentée en séance, l'Inspection a pu constater le remplissage effectif de la fiche précitée et n'a relevé aucune anomalie sur les 3 MMRI regardées par sondage. Une transmission de la fiche est attendue.</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble de ces éléments sont tracés dans la GMAO qui permet de retrouver la référence d'enregistrement des documents de contrôle. Deux capteurs ont été regardés par sondage dans la GMAO :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• PT4414 une seule intervention de saisie, le détail de l'intervention a permis de constater qu'il s'agissait d'un remplacement</li><li>• AT4000-MMRI les contrôles annuels ont été relevés sur la période 2016 - 2024.</li></ul> <p>L'Inspection n'a pas d'observation sur ces deux vérifications.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre sont précisées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• si le contrôle ne révèle aucune anomalie, l'entrée de la prochaine campagne dans la GMAO est générée (cela permet d'avoir une alerte),</li></ul>

- pour un défaut mineur, une reprise immédiate est effectuée pour revenir au cas précédent,
- sinon une nouvelle OT est émise afin de réaliser les opérations curatives.

Ces dispositions n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

L'exploitant a également su présenter une fiche de contrôle de la campagne 2024 pour des capteurs avec étalonnage au titre de l'OT129817, l'exemple pris portait sur le capteur de pression référencé PT4414. L'Inspection n'a rien relevé d'anormal sur les éléments présentés.

L'exploitant a précisé que pour les tests la simulation était effectuée avec lampe UV pour les détecteurs flamme et selon 3 options : bouton, shunt ou trempage pour le niveau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Périodicité des contrôles et préconisations fournisseur

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR – maintenance/test

##### **Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. [...]

##### **Constats :**

L'exploitant indique que les fréquences de contrôle des capteurs sont définies à l'aide d'une matrice interne qui s'appuie sur les niveaux de confiance des différents équipements. Cette matrice présentée en séance figure en annexe du document « rapport de synthèse plan de modernisation : plan de surveillance des MMRI stations et pipelines » (GK-GSMT7-HSE-RPT-0001-A) de mars 2017 qui avait été transmis préalablement à la visite.

L'exploitant attire l'attention de l'administration sur le caractère majorant de leur planification de contrôle par rapport aux prescriptions du DT93.

L'Inspection a pu constater en séance que l'intégralité des fréquences de contrôle des MMRI étaient supérieures ou égales aux prescriptions du DT93.

A titre d'exemple les MMRI 402 (capteur niveau très haut), 403 (détecteur flamme) et 404 (capteur niveau très haut) ont été regardées, l'exploitant assure un contrôle annuel de ces trois mesures alors qu'il indique que par application du DT93 des fréquences de 3 ans pour les MMRI 402, 404 et 6 ans pour la 403 seraient préconisées.

L'Inspection a regardé la cohérence entre le poids de la cotation selon le DT93 et la fréquence annoncée, l'intégralité des cotations en poids n'a pas fait l'objet d'une vérification. Les dispositions de l'exploitant n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Concernant les préconisations fournisseurs/fabricants, l'exploitant indique que ces dispositions sont assimilées à de la maintenance courante. Ces fréquences sont intégrées à la GMAO à réception d'un nouvel équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Dimensionnement surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR – conception réseau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.
<b>Constats :</b>  Un plan de localisation des détecteurs issu de la GMAO a été montré en séance. L'exploitant a indiqué que l'étude de positionnement avait été faite par Technip. L'Inspection a demandé une transmission du plan de cette étude afin de contrôler a posteriori le positionnement par rapport au plan de localisation de la GMAO. Ce document a été transmis le 13 février 2025 et n'appelle pas d'observation de l'Inspection.  L'implantation physique des détecteurs gaz et flammes par rapport au plan avait déjà fait l'objet d'un contrôle lors d'une précédente inspection fin 2024, cette dernière n'avait pas conduit la constatation d'écart. La présente visite a permis de constater une implantation également conforme du capteur niveau très haut et des capteurs de pressions.  L'inspection a constaté que l'identification des MMR sur site est effective avec l'inscription sur plaquettes des références (GMAO) de l'équipement, les capteurs de pression présentaient le numéro directement sur le corps de l'équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Mise en œuvre du programme entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR – Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
<b>Constats :</b>  La mise en œuvre du programme d'entretien repose sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• un sous-traitant permanent pour la partie détecteurs et électrique avec une vision locale équipe Géosel</li><li>• un binôme Prestataire+Chef de quart (localisé à Manosque) pour les tests de boucle ou de déclenchement.</li></ul>



Cette présentation de l'organisation de la mise en œuvre du programme d'entretien a été l'occasion pour l'exploitant de préciser la modalité de gestion d'un cas de contacteur qui resterait collé lors du déclenchement d'une séquence de sécurité. Le report de l'état réel des équipements étant assuré en salle de contrôle la procédure prévoit un arrêt d'urgence par action humaine en l'absence d'effectivité de la séquence.

Comme évoqué précédemment aux Points de Contrôle N°10 *Fiche de vie d'une MMR* et N°11 *Périodicité des contrôles et préconisations fournisseur*, les échéances sont remontées dans la GMAO et l'échéance suivante est planifiée. L'Inspection l'a constaté sur le visuel de la GMAO.

L'exploitant confirme que la maintenance préventive est également saisie dans la GMAO (100 % des équipements MMR sont couverts par une maintenance préventive)

Les arrêts d'urgence sont également à séquence automatisée une fois le déclenchement effectif, il y en a 3 sur la station HS 4000 / 4001 / 4002 dont un placé en salle à côté du terminal numérique de supervision locale. En outre, un arrêt d'urgence est également disponible en salle de quart à Manosque.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas d'action humaine lié au fonctionnement des soupapes, il y a des capteurs de déclenchement soupape qui lancent le SSU.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Formations intervenants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR- procédures

**Prescription contrôlée :**

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure [...]

-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

L'exploitant indique que les opérateurs sont testés régulièrement (dernier test en date 28 janvier). La politique sécurité de l'exploitant prévoit un minimum de 10 mises en situation par an et à minima que chaque chef de quart ait eu 1 mise en situation dans l'année, les équipes comportent 8 chefs de quart.

L'objectif de ces exercices est la gestion des 5 premières minutes, en particulier pour les points suivants :

- vérification du lancement de la séquence sécurité,
- vérification de la mise à l'abri effective,
- vérification visuelle ou levée de doute,
- information de l'astreinte et le cas échéant du SDIS.



L'Inspection demande la transmission du bilan 2024 et de la planification des actions prévues au premier trimestre 2025. Ces éléments ont été reçus.

L'exploitant précise que cette démarche de formation fait partie de la formation initiale des opérateurs et que chaque agent dispose de son suivi individuel. La direction indique apporter une attention particulière à ces mises en situation et qu'en cas d'insuffisance relevée par l'encadrement HSE vis-à-vis des niveaux attendus en matière de sécurité le chef de quart est remis dans le circuit de formation et précise qu'un agent est actuellement concerné.

**Type de suites proposées :** Sans suite